

**Nations unies - Protection du
patrimoine culturel dans les zones
de conflit - Débat ministériel du
conseil de sécurité - Intervention de
Mme Audrey Azoulay, ministre de
la culture et de la communication**
(New York, 24 mars 2017)

Monsieur le Secrétaire général adjoint,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Madame la Directrice générale,

Monsieur le Directeur exécutif,

Distingués Délégués et Participants,

Je salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2347 qui marque une étape historique dans notre combat commun pour la protection du patrimoine en danger.

Nous sommes réunis ce matin au conseil de sécurité, au coeur de la ville-monde qui symbolise la modernité, «à l'ombre des tours mortes» pour reprendre le titre de l'album d'Art Spiegelman. Mais nous sommes aussi ce matin, par l'objet de notre réunion, à l'ombre perdue des bouddhas de Bâmiyân dont la puissance silencieuse a été saccagée par le souffle des explosifs. Nous répondons à l'appel des manuscrits et mausolées de Tombouctou, des colosses de pierres et des taureaux androcéphales de Mésopotamie.

L'acharnement délibéré contre le patrimoine de l'humanité procède d'une volonté d'anéantissement de la mémoire, de négation du passé, de spoliation de l'histoire. C'est la même volonté destructrice qui vise dans leur chair des femmes, des hommes, des enfants mais aussi dans la pierre, dans l'argile, les trésors du patrimoine, les musées.

C'est le même dessein funeste, la même volonté, briser ce qui a pu exister avant pour étouffer l'espoir d'un après.

Nous devons à ces peuples, à ces femmes et à ces hommes le respect de leur passé ; nous devons transmettre leur histoire à nos enfants et aux enfants de nos enfants car elle appartient

au patrimoine commun de l'humanité. Nous devons secourir tous ceux qui au prix parfois de leur vie cherchent à maintenir hors de la nuit ces trésors de l'humanité.

La communauté internationale agit déjà à travers ce que Léon Blum appelait à juste titre la «conscience des Nations unies», c'est-à-dire l'UNESCO.

Je veux saluer le rôle essentiel de l'UNESCO dans la protection du patrimoine et la promotion de la diversité des cultures comme instrument de paix, comme conscience morale de l'humanité pour rappeler que la culture relie les hommes à leur histoire, à leur territoire. Grâce à l'UNESCO, les États se sont engagés en adoptant des textes utiles à la préservation de notre patrimoine commun. Le mandat global de cette institution est plus que jamais pertinent dans un monde où les valeurs qu'elle incarne depuis sa création sont remises en cause.

Je veux saluer également le travail de l'ONUDC et d'Interpol qui jouent un rôle central dans la prévention du trafic de biens culturels, par la coopération judiciaire comme par la sensibilisation des États à ces problématiques encore souvent méconnues.

Je veux aussi saluer l'engagement dont témoigne la présence ce matin au sein du conseil de sécurité, du Secrétaire général adjoint et de la directrice générale de l'Unesco, et remercier le directeur exécutif de l'ONUDC pour son intervention.

Je veux saluer bien sûr la présidence britannique sans laquelle l'invitation conjointe de la France et de l'Italie n'aurait pu aboutir. Et je veux bien sûr vous dire toute la solidarité de la France alors que le Royaume-Uni a été attaquée dans le berceau historique de la démocratie qu'est leur Parlement.

La protection du patrimoine est un enjeu de civilisation, un enjeu éthique, qui nous rassemble dans la diversité de nos appartenances. Mais c'est aussi un enjeu de sécurité, car pendant le conflit, le trafic illicite des biens culturels pillés finance les réseaux terroristes et constitue un facteur de développement des conflits armés. Les groupes armés et en particulier les organisations terroristes se renforcent grâce aux revenus qu'ils tirent du trafic du patrimoine culturel. Les biens culturels volés dans les pays en guerre servent en retour à perpétuer et à intensifier les conflits.

Après même le conflit, au moment du retour à la paix, le patrimoine joue encore un rôle majeur dans le rétablissement de la paix car c'est un facteur de résilience et de rassemblement pour des populations meurtries.

Pour toutes ces raisons la communauté internationale doit se mobiliser ; c'est une exigence humaniste, une cause juste et un levier essentiel de paix durable.

Ce matin, dans cette réunion fondatrice, la communauté internationale agit à travers le Conseil de sécurité. Il a adopté pour la première fois une résolution de portée générale exclusivement consacrée à la protection du patrimoine en péril en situation de conflit armé.

Cette enceinte, dont la responsabilité est de veiller au maintien de la paix, se saisit pleinement de cette question à travers ce texte proposé conjointement par la France et l'Italie.

Bien sûr, le sujet n'était pas absent des précédents textes adoptés par le Conseil, mais il était abordé de façon limitée et sur des territoires particuliers, notamment sous l'angle de la lutte contre le terrorisme.

C'est la résolution 1267 qui appelle au respect du patrimoine culturel et historique d'Afghanistan ou la résolution 2199 adoptée en 2015, qui condamne les destructions du patrimoine culturel iraquien et syrien, commises en particulier par Daesh et le Front el-Nosra, et incite les États membres à prendre des mesures adaptées pour empêcher le trafic des biens culturels en provenance d'Irak et de Syrie.

Mais aujourd'hui, l'urgence a appelé le Conseil à s'inscrire dans le prolongement de ces résolutions et à se saisir de l'ensemble du sujet.

Pour cela il peut aussi s'appuyer sur la mobilisation de 43 États, en décembre 2016, à la Conférence internationale d'Abou Dabi sur la protection du patrimoine culturel en péril organisée par la France et les Émirats Arabes Unis, que je veux saluer pour leur engagement décisif. Ces pays, dans la déclaration finale, ont appelé le conseil de sécurité à appuyer la réalisation des deux grands objectifs identifiés pendant la conférence :

- la constitution d'un fonds international pour la protection du patrimoine culturel en péril ;

- la création d'un réseau de refuges.

La résolution adoptée à l'unanimité est à la fois complète et équilibrée. Elle témoigne de la mobilisation pleine et entière de la communauté internationale au plus haut niveau. Je veux vous dire ma fierté de la présenter avec mon collègue italien

Cette résolution 2347 aborde la question de la mise en danger du patrimoine en situation de conflit armé en traitant pour la première fois de l'ensemble des menaces : la destruction, les vols, le trafic, sans limitation géographique, et que celles-ci soient le fait de groupes terroristes listés ou d'autres groupes armés.

La résolution fait explicitement le lien avec le financement des groupes terroristes par le trafic de biens culturels, et renforce les dispositifs opérationnels mis en place à cet égard par les résolutions précédentes du Conseil de sécurité.

Elle prend également mieux en compte la connexion entre les groupes terroristes et la criminalité organisée.

Elle mentionne les principaux acquis opérationnels de la conférence d'Abou Dhabi dans le respect du droit international.

Elle renforce la coopération entre les agences et organes traitant de cette question sans se substituer à eux et elle encourage les États à davantage coopérer et à prendre des mesures opérationnelles efficaces.

Elle invite enfin les États membres à ratifier la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés et ses protocoles, comme vient de le faire la France qui vient de ratifier le second protocole de 1999, devenant ainsi, avec le Royaume-Uni, le premier membre permanent du conseil de sécurité à le faire.

Au coeur de cette mobilisation et surtout de cette coopération, la France prendra toute sa part, notamment en finançant à hauteur de 30 millions de dollars le fonds annoncé à la conférence d'Abou Dhabi, qui a atteint déjà plus de 75 millions de dollars.

Chers Amis, croire que la modernité peut se fonder sur l'oubli est une imposture dangereuse. Elle ne peut advenir que juchée sur les épaules des géants qui nous ont précédés.

Il s'agit aujourd'hui de préserver l'intégrité du «grand livre» de l'humanité, celui qu'évoquait Victor Hugo à propos de Notre-Dame de Paris, lui qui voyait dans le patrimoine le «grand livre de l'humanité, l'expression principale de l'homme».

Bien sûr le patrimoine est vivant et il se transforme à travers les siècles. Mais c'est au temps long qu'il revient de dire ce qui doit rester dans l'histoire et non aux passions destructrices des hommes.

Cette résolution nous invite collectivement à la sagesse et au respect du temps long. C'est faire oeuvre de paix que d'empêcher que le patrimoine culturel soit détruit dans une tentative meurtrière de réécriture de l'histoire. C'est faire oeuvre de paix que d'empêcher que cet héritage des peuples soit détourné pour financer la violence et le crime contre leur propre histoire. C'est le sens de la résolution historique que nous venons d'adopter ce matin.

Je vous remercie./.